

«Si on ne répond pas aux attentes, la montagne risque d'accoucher d'une souris.»

Françoise BERTIEAUX

**7 500**

Les travaux du Pacte ont impliqué jusqu'à présent 7 500 acteurs de terrain.

**La ministre présente les travaux du Groupe central**

# Pacte d'excellence : première copie

Ce n'est pas (encore) le Pacte pour un enseignement d'excellence. C'est une étape intermédiaire.

Mais elle vaut son pesant d'heures de travail.

• Pascale SERRET

On est encore dans la théorie, dans la réflexion. Mais si le monde politique parvient à transformer l'essai en y mettant les moyens, l'école pourrait s'en trouver proprement réformée.

Hier, Marie-Martine Schyns (Éducation, cdH) présentait au Parlement de la Communauté le 2<sup>e</sup> avis du Groupe central, l'organe de coordination qui travaille depuis des mois sur le futur Pacte pour un enseignement d'excellence.

**1. Un brainstorming à 7 500** Les profs, les directeurs, les élèves, les parents, les syndicats, les pouvoirs organisateurs... Au travers de plusieurs groupes de travail pilotés par le Groupe central, plus de 7 500 personnes sont impliquées dans cette réflexion sur le Pacte. Joëlle Milquet insistait déjà beaucoup sur l'idée et, bien sûr, Marie-Martine Schyns confirme : cette participation du terrain, c'est l'alchimie du futur Pacte. Une sorte de gage d'adhésion, de pari sur l'avenir.

**2. 120 pages** La ministre a donc présenté le document de 120 pages parvenu au gouver-

nement. Il définit les orientations de la réforme en neuf parties (en précisant ce qui doit encore être approfondi) : la gouvernance, le contenu des savoirs/compétences, le qualifiant, le numérique, la culture-école, la lutte contre l'échec, l'enseignement maternel, les inégalités et la démocratie scolaire. Le gouvernement devra prioriser les quelque 150 propositions d'ici à l'automne. Avec une étape budgétaire très délicate (lire ci-contre). Pendant ce temps, le travail se poursuit.

**3. Quelques piliers** La réflexion est toujours en cours mais le débat a déjà eu lieu

sur certaines orientations phares. C'est le cas de l'allongement de la journée d'école (une heure à une heure et demie de plus en fin de journée, un temps de midi plus long) et des vacances de printemps et d'automne (7 semaines de classe/2 semaines de repos), un tronc commun sans redoublement jusqu'en 3<sup>e</sup> secondaire, une obligation scolaire dès 3 ans (avec un meilleur accueil dans le maternel), un focus sur l'autonomie et la responsabilisation des établissements à tous les niveaux contrebalancée par une contractualisation renforcée, une évaluation du décret Inscriptions, la gratuité de l'enseignement, etc. ■

## Se méfier d'une «immense déception»

«**P**our le moment, c'est l'addition de tous les souhaits, les revendications, les vœux, les demandes de tous les acteurs concernés», constate Françoise Bertieaux. La députée MR n'a donc pas voulu faire de l'opposition «bête et brutale» face à ce rapport intermédiaire. «Il y a un respect des centaines d'heures que les acteurs de terrain ont investies dans l'élaboration du texte. On a surtout pris acte du document.»

«Le temps politique, celui du débat, viendra plus tard», quand le gouvernement dira ce qu'il retient parmi les 150 propositions contenues dans la note d'orientation du Groupe central.

«Là, on dira peut-être que le gouvernement retient des mesures pelliculaires parce qu'elles ne coûtent pas cher. Ceci dit sans faire de procès d'intention», nuance Françoise Bertieaux.

«Le projet est ambitieux, c'est clair. Mais il est aussi très consommateur de moyens : probablement 1,4 milliard € pour la mise en œuvre et 700 millions par an, en rythme de croisière. Où

sont ces moyens ? Si on ne répond pas aux attentes, la montagne risque d'accoucher d'une souris. Il y aura une immense déception si on ne répond pas aux attentes du terrain. Le secteur, déjà balloté, n'a pas besoin de ça.»

Prise d'acte, donc. Même si deux dossiers chiffonnent déjà le MR. «L'allongement du tronc commun, on n'est pas pour. C'est traîner plus longtemps avant de retarder éventuellement le départ de certains élèves vers le qualifiant. Alors que le qualifiant doit retrouver ses lettres de noblesse. Je suis perplexe... Et puis, la ministre ne parle encore que d'une évaluation du décret Inscriptions. Évaluer, ce n'est pas avancer.»

Chez Écolo, on a le même respect pour la consultation des acteurs de terrain. Et la même crainte face aux moyens.

**Choix «enfants» ou choix «budget» ?**

«Il y a ce gros point d'interrogation : rien n'est budgétisé», résume Christos Doulkeridis. Le risque, c'est que les choix du gouvernement ne pas-

sent pas par la pertinence des mesures pour les enfants, pour l'avenir, mais par l'efficacité budgétaire. On est prêt à entrer dans cette logique de réforme du Pacte. Mais il y aura une grande frustration si on n'a pas les moyens de la mettre en œuvre. Sans faire de procès d'intention, on prévient juste qu'il y a un risque. Il faut une cohérence. Parce que tout se tient.»

Exemples : si on allonge la journée à l'école, quelle place reste-t-il pour les activités post-scolaires, alors que le Pacte dit à un autre endroit qu'il faut plus de place pour la musique dans l'école ? «Et si le temps de midi est plus long, les profs auront-ils un espace pour faire le boulot qu'ils font chez eux aujourd'hui ? Sinon, ce n'est pas tenable pour eux.»

Ceci dit, Christos Doulkeridis a bien entendu que Marie-Martine Schyns ne voulait pas être la «ministre de la frustration, mais celle de la concertation». «Et puis, l'ajustement budgétaire sera déjà révélateur à cet égard sur les choix du gouvernement», conclut-il. ■ **P.S.**

# En attendant, on vire le sexisme !

Tous les manuels et supports utilisés dans les écoles en Fédération Wallonie-Bruxelles devraient prochainement être expurgés de tout cliché de nature sexiste.

Les quatre grands groupes politiques au Parlement de la Fédération, à savoir la majorité PS-cdH ainsi que l'opposition MR et Écolo, ont en effet déposé mercredi une proposition commune de décret en ce sens.

Le texte, qui devrait être approuvé d'ici l'été, vise à introduire, parmi les critères d'agrément des manuels scolaires en Fédération, une référence à la lutte contre les discriminations entre les femmes et les hommes et à la promotion de l'égalité.

Le projet a été initié par le groupe Écolo l'an dernier, puis complété et appuyé par le PS, le cdH et le MR à l'issue

d'un travail en commission du Parlement.

En 2016 encore, certains manuels scolaires véhiculent toujours une série de clichés sur le rôle présumé des hommes et des femmes dans la société, ce qui influence la perception et la construction identitaire des enfants.

Plusieurs analyses de manuels ont ainsi montré que 87 % des personnes célèbres présentées sont des hommes,

tandis que 81 % des métiers y sont exercés par des hommes (médecin, pilote, écrivain, scientifiques, etc.).

À l'inverse, les adultes représentés avec un ou plusieurs enfants dans ces livres sont généralement des femmes. Et lorsqu'ils portent sur les représentations familiales, c'est la mère qui est mise ici en évidence, généralement occupée à des tâches ménagères... ■